

Jamais les mots d'ordre démocratiques ne doivent être envisagés en soi, mais toujours dans leur liaison avec la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie.

LA POSITION DU CAMARADE FRANCIS :

Le camarade Francis dans sa lettre au B.P. justifie ainsi sa position :

"Il ne faut pas se séparer des partis ouvriers dans le vote contre les partis bourgeois". J'estime cet argument pour le moins très dangereux, car le problème ne se situe pas sous l'angle du "vote électoral" mais sous celui de la lutte contre l'offensive de la bourgeoisie ainsi que je l'ai défini plus haut, non pas sous l'angle du oui ou non à une constitution plus ou moins démocratique, mais de la lutte pour la mobilisation des masses pour leurs revendications propres, pour la rupture de la coalition, pour un gouvernement des partis ouvriers réalisant un programme pour le peuple et non le programme du tripartisme. D'autre part, l'argument "ne pas se séparer des partis ouvriers" dans le vote, ne tient pas, car le 2 juin, nous appellerons les masses à se séparer des partis ouvriers pour voter pour les candidats du P.C.I. La position de Francis poussée jusqu'au bout pose en fin de compte la question de la nécessité du Parti. Puisqu'il ne faut pas nous dissocier des partis ouvriers, alors nous ne devons pas, nous, présenter des candidats aux prochaines élections, car nous allons leur faire perdre des voix et ainsi de suite, nous arriverons à poser le problème de l'existence même du Parti puisque par elle-même cette existence est une dissociation des partis ouvriers.

Cependant, si nous sommes amenés à répondre oui, c'est avant tout en partant d'une analyse de la situation politique entre les classes et de leur réaction par les masses. Ce n'est pas parce que tous les partis bourgeois répondent non et les partis ouvriers oui, que nous devons adopter une attitude analogue.

LA POSITION DE DEMAZIERE :

Le camarade Demazière écrit dans sa résolution, que le bulletin nul a été préconisé en partant de la préoccupation principale :

"protester contre une constitution anti-démocratique". J'estime que c'est border le problème d'une façon fautive ainsi que je me suis efforcé de le démontrer.

QUELLE POSITION DEVONS-NOUS PRENDRE?

Présentement, il y a rupture sur le plan parlementaire du tripartisme. Notre devoir est de pousser au maximum pour que celle-ci soit le prélude de la rupture de la coalition sur le plan gouvernemental, afin d'amener immédiatement un gouvernement des partis ouvriers pour réaliser un programme donnant satisfaction aux masses laborieuses. Nous devons condamner jusqu'au bout, la politique de collaboration de classes et de capitulation des partis ouvriers. "Maintenant que le M.R.P. et les partis bourgeois vous ont fustigé en votant contre, établissez un projet de constitution qui donne satisfaction aux masses.

Nous P.C.I. nous pensons que ce projet doit comporter :

- 1) Nationalisations sans indemnité ni rachat
- 2) Le contrôle ouvrier sur la production par les délégués ouvriers

Cependant, je crains qu'il n'y aura pas de rupture de la coalition sur le plan gouvernemental, car une rupture de l'équilibre et un gouvernement du P.S. et du P.C.F. pourrait amener une rupture dans l'équilibre du pays et une faille par laquelle les masses pourraient surgir pour combattre pour leur propre objectif. Pour les ouvriers qui suivent les partis ouvriers et qui acceptent l'argumentation du P.C.F? c'est parce que le M.R.P. est au gouvernement que nous ne pouvons aller plus loin.